

ATELIER INTERNATIONAL SUR LA CERTIFICATION DU CACAO

Hôtel Sawa, Douala, Cameroun ; 24-27 juin 2013

ALLOCUTION du Dr JEAN-MARC ANGA DIRECTEUR EXECUTIF DE L'ICCO

Monsieur Le Secrétaire Général, représentant Monsieur Le Ministre du Commerce,

Monsieur Le Gouverneur de la région du Littoral,

Monsieur le Préfet du Département du Wouri,

Monsieur Michael Ndoping, Directeur Général de l'ONCC, Président du Conseil des pays membres de l'ICCO,

Monsieur le Secrétaire Général de l'Alliance des Pays Producteurs de Cacao,

Monsieur Rudiger Ohst, porte-parole des pays importateurs de cacao à l'ICCO,

Monsieur Pierre Etoa Abena, porte-parole des pays exportateurs de cacao à l'ICCO

Monsieur Christopher Wunderlich, Coordinateur du Forum des Nations Unies sur les Normes de Durabilité,

Distingués Délégués des pays membres de l'ICCO ; Honorables Invités en vos rangs et qualités, Mesdames et Messieurs, chers Participants ;

Je voudrais, avant tout, vous souhaiter à toutes et à tous, au nom de l'Organisation Internationale du Cacao, la bienvenue à cet atelier international sur la certification du cacao. Permettez-moi également de remercier le gouvernement et le peuple camerounais pour l'accueil chaleureux et les marques de prévenance dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée dans cette belle ville de Douala.

Notre gratitude va également à notre partenaire le FNUND, et nos sponsors que sont IDH ; Hershey ; Mondelez and Mars pour l'appui financier qu'ils nous apportent dans l'organisation de cet atelier international.

Je tiens également à vous exprimer nos sincères regrets pour la délocalisation de cet atelier et les complications que cela a du provoquer pour certains d'entre vous. Maintenant que nous sommes tous présents ici à Douala, nous devons nous mettre au travail, et discuter en profondeur de cette problématique de la certification du cacao qui soulève tant de passions et de controverse.

En effet, la décennie écoulée a vu la certification du cacao se retrouver au centre d'un intense débat au sein de la communauté internationale du cacao. Du marché de niche qu'elle représentait il y a un peu plus d'une décennie avec moins de 5% du marché mondial, la certification du cacao a atteint plus de 12% de nos jours. Nous amorçons même un virage important vers une certification de masse, basée sur le concept du développement durable et combinant des normes environnementales, éthiques et des bonnes pratiques agricoles supposées augmenter les rendements de cacao et partant, les revenus des producteurs.

Pour savoir comment nous en sommes arrivés là, il convient de signaler que de nos jours, dans les principaux pays consommateurs, Européens et Américains pour la plupart, l'industrie du cacao et du chocolat est confrontée à une très forte pression. Elle doit démontrer à ses actionnaires, à ses consommateurs et au grand public à travers les médias et la société civile, que les matières premières en général, et en particulier le cacao, utilisés dans la fabrication du chocolat, se conforment à une certaine éthique et souscrivent à des exigences de durabilité.

Les questions de protection de l'environnement, de travail des enfants, de conditions de vie et de rémunération des producteurs, d'utilisation de pesticides et autres contaminants nocifs à la santé, et j'en passe, reviennent de manière de plus en plus récurrente. Et l'industrie du cacao et du chocolat doit constamment se justifier, montrer patte blanche, sous peine de voir ses produits boycottés ou ses responsables convoqués devant les gouvernements, les parlements ou même les tribunaux pour s'expliquer.

Par conséquent, aujourd'hui, les grands industriels du cacao déclarent presque tous viser des objectifs de plusieurs centaines de milliers de tonnes, voire la totalité de leurs approvisionnements en cacao certifié, d'ici l'horizon 2020.

De grandes compagnies telles que Mars, Ferrero et Hershey se sont déjà engagés pleinement à promouvoir la certification, et ce, en s'engageant à s'approvisionner totalement en cacao certifié d'ici 2020. D'autres, non moins importantes, telles que Nestlé et Mondelēz ont également pris des engagements fermes à cet égard. Ceci représente un défi considérable pour l'ensemble de l'industrie car ces cinq sociétés représentent plus de 40 % de la consommation mondiale de cacao.

En s'engageant de manière aussi claire et déterminée vers la certification, l'industrie du cacao et du chocolat a pour objectif d'assurer une meilleure durabilité du secteur cacao. La certification est ainsi considérée comme un outil permettant la transformation des pratiques agricoles et du fonctionnement de la chaîne de valeur vers un modèle plus durable.

Du côté des pays producteurs, la certification est souvent perçue comme une initiative provenant des pays consommateurs, imposée par eux sans consultation préalable adéquate avec les pays producteurs et dont les avantages pour les producteurs ne sont pas évidents ou prouvés.

Cette situation, et l'opacité qui entoure certaines pratiques liées à la certification, amène les producteurs de cacao et leurs gouvernements à douter des bénéfices qu'ils en tireraient malgré les efforts considérables déployés.

L'année dernière, les résultats d'une étude commanditée par l'ICCO suggèrent que les bénéfices monétaires nets de la certification du cacao tendraient à être négatifs à court terme, limités à moyen terme mais s'accroissent à long terme.

En outre, la coexistence de plusieurs normes de certification dans le secteur du cacao, s'appliquant à des producteurs de cacao pour la plupart pauvres et analphabètes, contribue à amplifier la confusion au sein des parties impliquées dans les pays.

Pour rendre la certification du cacao effective, pour en faire un phénomène de masse, un principe gagnant-gagnant dans lequel le producteur et le consommateur trouvent leurs comptes, nous devons nous assurer qu'elle conduit à des changements visibles et durables des conditions de vie des producteurs.

En effet, sortir les producteurs de la pauvreté doit être sinon la priorité, du moins une condition préalable pour que la production de cacao soit considérée comme durable. Et compte tenu de la complexité de la filière cacao, toutes les parties prenantes doivent collaborer vers cet objectif avant toute autre considération. Des objectifs tels que la protection de l'environnement, aussi louables soient-ils, devraient tenir compte du bien-être économique du producteur et de sa famille. Personne n'aspire à partager la pauvreté! Par contre tout le monde parle de partage de la richesse !

A présent, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de faire quelques remarques à l'attention des producteurs : il ne sert à rien de combattre la certification du cacao avec pour objectif de s'en débarrasser. En dehors du Brésil, du Mexique, de la Colombie et à un degré moindre de l'Indonésie, la grande majorité des grands pays producteurs de cacao ne sont malheureusement pas également des pays consommateurs en quantité significative. Ils sont donc contraints de vendre ce cacao aux pays consommateurs en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique.

Or, dans ces pays consommateurs, comme je le disais tantôt, il existe une pression très forte qui s'exerce sur l'industrie du cacao et du chocolat pour démontrer que le cacao utilisé pour fabriquer le chocolat répond à certaines normes éthiques et environnementales, d'où la certification. Cette pression, avec les menaces qui l'accompagnent, sont une constante avec laquelle il faut composer.

La certification est donc une réalité incontournable, qui s'impose à tous et que ni les producteurs de cacao et leurs gouvernements, ni l'industrie du cacao ne peuvent se permettre d'ignorer. C'est un phénomène qui va en s'amplifiant chaque jour. Il est donc préférable que les producteurs et l'industrie du cacao parviennent à un consensus sur les conditions dans lesquelles le cacao doit être produit et vendu.

Aujourd'hui, nous avons trois références principales en matière de certification du cacao, à savoir FairTrade, Rainforest Alliance et Utz-Certified. A celles-ci, vient s'ajouter l'initiative européenne dénommée CEN sur la durabilité et la traçabilité du cacao. Enfin, nous avons certains pays producteurs pour qui le cacao joue un rôle socio-économique et même politique, crucial, et qui souhaitent développer leurs propres normes de durabilité, prenant en compte leur vision et les besoins particuliers de leurs producteurs.

Notre feuille de route cette semaine consiste donc à faire un diagnostic sans complaisance de la certification du cacao, à en cerner les tenants et les aboutissants ainsi que les perspectives, afin de proposer des mécanismes réalistes et consensuels pour en faire un véritable outil de développement, source d'un mieux-être pour les producteurs de cacao et un label de qualité et de durabilité pour les consommateurs de cacao.

Voici, Mesdames et Messieurs, le défi auquel nous sommes confrontés. Je vous souhaite donc des discussions objectives, sereines et fructueuses, respectueuses des avis et des expériences des uns et des autres. Ensemble, j'en suis persuadé, nous pouvons progresser vers une économie cacaoyère véritablement durable.

Je voudrais, en conclusion, rappeler qu'une relation symbiotique unit tous les acteurs de la filière du cacao. Une communauté de destin régit l'équilibre et la durabilité du secteur cacao. Le développement des uns ne doit pas se faire au détriment de celui des autres. Il n'y aura pas de croissance future et durable pour l'économie cacaoyère mondiale sans un développement partagé dans une saine concurrence. Sans des producteurs satisfaits de leurs conditions de vie et de travail, l'industrie du cacao ne peut prospérer et les exigences des consommateurs ne peuvent être satisfaites.

La Conférence mondiale sur le cacao qui a eu lieu à Abidjan en Novembre dernier et qui a abouti à l'adoption de l'Agenda mondial du cacao, a donné le ton sur l'importance de la démarche actuelle concernant la certification du cacao.

L'année prochaine, plus exactement en juin 2014, nous nous retrouverons à Amsterdam, aux Pays-Bas, pour la deuxième conférence mondiale sur le cacao. Il nous faudra démontrer que la problématique de la certification du cacao a évolué depuis Abidjan et que les parties ont avancé dans leur coopération, travaillant la main dans la main, dans le respect des uns et des autres.

Voici notre défi pour la semaine qui s'annonce. Essayons de le relever, ensemble, sereinement, objectivement et tout en restant positifs.

Je vous remercie de votre aimable attention.